



SOLDIS Info n° 18

Association nationale pour la mémoire des militaires portés disparus en Algérie

« Le pire, c'est de ne pas savoir....

Pendant des années, chaque jour, j'ai espéré un coup de téléphone m'annonçant que mon fils était vivant et allait revenir... »

(une mère de famille)

SOLDIS INFO N° 18 SEPTEMBRE 2024

Dix ans...!

Il aura donc fallu dix années de travail pour parvenir au but que l'Association SOLDIS s'était fixé, lors de sa création, le **1er novembre 2014**, à Périgueux, à l'initiative d'un petit groupe d'amis, parmi lesquels un certain nombre d'anciens combattants d'Algérie, emmenés par Jean-Claude LACOMBE, le dynamique président de l'Amicale des ACPG-CATM de MONTIGNAC (24).

Il avait en effet, avec ses amis, spontanément répondu à mon appel lorsque je lui avais exposé le problème de l'oubli dans lequel étaient tombés les militaires français portés disparus en Algérie, dont lui-même et ses camarades, comme beaucoup à l'époque, n'avaient d'ailleurs jamais entendu parler.

Depuis, nous avons fait du chemin et aujourd'hui, il y a peu de gens pouvant dire qu'ils ne savent pas, car SOLDIS est parvenu, durant ces dix années de travail à atteindre les trois objectifs que nous nous étions fixés, lors de la création de l'association, sans d'ailleurs trop savoir ce que cela entraînerait:

- ◆ tout d'abord, **l'établissement de la liste nominative des militaires portés disparus**, dont le nombre fut ainsi connu: **652**
- ◆ ensuite, **la diffusion d'un LIVRE D'OR**, résumant la démarche, exposant le problème et regroupant les fiches individuelles établies pour chaque disparu
- ◆ enfin, **la réalisation à PORT-VENDRES, d'un monument national** érigé en leur mémoire et inauguré le 30 août 2022, par la Secrétaire d'Etat chargée des Anciens Combattants et de la Mémoire, soixante ans après la fin de la guerre d'Algérie et le jour internationalement dédié aux victimes de disparitions forcées.

Tout cela a été rendu possible par le soutien apporté par l'Etat, mais surtout par la formidable mobilisation de milliers de donateurs individuels et d'une centaine d'associations nationales, départementales ou locales, que je remercie tous, ici, très sincèrement.

Au-delà de la **fierté** d'avoir inscrit le souvenir des militaires français portés disparus dans la mémoire nationale, SOLDIS éprouve aussi l'immense **satisfaction** d'avoir pu, ainsi, grâce à l'aide de tous, apporter aux familles et aux amis des disparus, cette **reconnaissance de la Nation** qu'ils attendaient depuis si longtemps!

Cela valait bien dix années d'efforts, au terme desquelles je tiens à saluer la mémoire de ceux qui nous ont quittés depuis et notamment mon ami Jean-Claude LACOMBE, décédé en 2020.

Général (2S) Henry-Jean FOURNIER
Président de SOLDIS



Le Commando Georges

Le récent décès (13 juillet 2024) du général Georges GRILLOT est l'occasion d'évoquer le souvenir des hommes du Commando Georges parmi lesquels SOLDIS n'a pu identifier que très peu de disparus, en raison du manque de documents administratifs concernant ces combattants, recrutés comme supplétifs comme l'étaient la majorité des harkis durant la guerre d'Algérie.

Seuls ceux ayant contracté un engagement légal dans l'armée française, tels les sous-lieutenants BENDIDA, RIGUET et SAHALI, ont pu faire l'objet de recherches dans les archives.

L'histoire de ce commando et de ses hommes est rappelée ici par le lieutenant-colonel Armand BENESIS de ROTROU, qui fut l'adjoint de « Georges ».

Les hommes du commando Georges

Ce sont principalement des ralliés, préparés à la guerre révolutionnaire. Des durs de durs qui portent le nom de leur capitaine Georges Grillot. Une coexistence pas toujours pacifique avec l'armée française.

L'existence du commando « Georges » de Saïda, connu sous le nom de commando musulman, est le fruit de la rencontre de trois personnages hors du commun : le colonel Marcel Bigeard, l'officier le plus décoré de l'armée française, son fondateur – aujourd'hui décédé ; le lieutenant Georges Grillot, un brillant meneur d'hommes, son chef ; l'ex-chef rebelle Youssef Ben Brahim, dont les talents, confortés par les réseaux d'une famille autochtone influente, seront mis au service de la France.

Qui est le colonel Bigeard ? Un homme du peuple qui voit le jour le 14 février 1916 à Toul, en Lorraine, viscéralement attaché à défendre et sauver la liberté partout où elle est menacée. Cette liberté dont il connaît le prix, après lui avoir consacré toute sa vie d'homme : sous l'occupation allemande, puis en Indochine, et maintenant en Algérie. Bigeard a appris à connaître le vrai prix de la liberté dans l'enfer des camps du Viêt-Minh d'où il reviendra très amaigri. Pour lui, les ennemis inconditionnels de la liberté sont le communisme international, le bolchevisme russe et, maintenant, le Front de libération nationale FLN algérien contre lequel il se bat depuis plus de quatre ans.



Le jeune lieutenant Georges GRILLOT, lui, a fait ses premières armes en Indochine

Il est né le 13 juillet 1926 à Mhere, dans la Nièvre. Il arrive en Indochine comme volontaire au début de l'année 1948 avec le grade de sergent. Il est affecté dans le delta du Tonkin, l'un des points les plus chauds du théâtre opérationnel où il se voit confier le commandement d'une section de partisans supplétifs vietnamiens. Exploitant habilement les renseignements que lui fournit un de ses prisonniers, un commissaire politique du Viêt-Minh qu'il convainc de se rallier, il obtient une série de succès remarquables qui lui vaut, ainsi qu'à sa section, une célébrité locale. Trois fois blessé, titulaire de la médaille militaire et de la croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs, il est rapatrié en France le 5 janvier 1951. Après une longue

hospitalisation, il intègre sur concours l'École d'officiers de Saint-Cyr pour un an. Nommé sous-lieutenant, il effectue une deuxième année de formation à l'École d'application de l'arme blindée-cavalerie de Saumur.

Volontaire pour servir en Algérie à sa sortie d'école en octobre 1955, il rejoint le Constantinois et, à la tête d'un peloton de chars de combat, prend part aux dures opérations de destruction des bandes et katibas implantées dans les Aurès. C'est au cours d'une de ces opérations que Georges Grillot, devenu lieutenant, rencontre le colonel Bigeard qui, remarquant l'allant de ce jeune officier, le fait muter au 3^e régiment de parachutistes coloniaux (3^oRPC) qu'il commande. Dès lors, le lieutenant Grillot lie son sort à celui de son nouveau chef et, bien qu'à nouveau grièvement blessé en août 1956 et longuement hospitalisé, il le suivra à l'école de contre-guérilla de Philippeville en 1958, au secteur opérationnel de Saïda en 1959 et enfin au secteur opérationnel des Ksour en 1960. Lorsque, en août 1959, je rejoins le commando musulman à Saïda, le lieutenant Grillot, au titre de ses quatre années de campagne en Algérie, est titulaire de la croix de la Valeur militaire et est officier de la Légion d'honneur.

Le cas de l'ex-chef rebelle Youssef Ben Brahim est significatif de ce qu'est l'Algérie de 1959. Révolté contre le FLN, contre ses dirigeants et contre son organisation politico-administrative OPA, il devient lieutenant à titre fictif dans nos rangs, puis conseiller général de son département, obtient huit citations dont trois à l'ordre de l'armée, la médaille militaire et enfin la Légion d'honneur. Youssef appartient à une grande famille locale dont l'influence s'étend bien au-delà de Saïda et de sa région ; son père est un marchand d'influence qui domine le transit des marchandises entre le riche Nord-Oranais et le grand Sud marocain. Dès son enfance, Youssef est initié au métier de son père et à celui de caravanier. Quand éclate la rébellion en 1954, il connaît, dans leurs moindres détails, toutes les filières qui sillonnent la région et lorsqu'il est contraint de se mettre au service du FLN qui, en 1956 et 1957, règne en maître dans les campagnes, il devient le chef des transports d'armes, de munitions, de fonds, de médicaments... entre Oujda-Nador au Maroc et Saïda. En 1959, quand, le FLN affaibli, Youssef se rallie à Bigeard et à « la paix des braves » offerte par le général de Gaulle, il livre tous ses secrets : les nombreux itinéraires à travers plaines et montagnes, les innombrables points d'eau, dépôts de ravitaillement, matmoras silos à grain creusés dans le sol, caches secrètes... Aux côtés du colonel Bigeard, en dévoilant l'organigramme, les habitudes, les repères de l'Armée de libération nationale, il prend une part active à la préparation de l'offensive qui va porter un coup fatal à l'organisation rebelle du secteur et des régions frontalières. Intelligent, ambitieux et charismatique, Youssef est un personnage respecté des autochtones et des Européens ; ayant reçu une éducation et une instruction coraniques, il ne lit et n'écrit que l'arabe classique, mais au commando musulman comme à la préfecture, il ne se sépare jamais de son secrétaire, le sergent-chef harki Daho, qui écrit le français sans faute et le parle sans accent.

En janvier 1959, arrivé dans le secteur de Saïda avec la ferme intention d'optimiser la recherche du renseignement et l'action sur les populations en s'attachant l'aide irremplaçable de rebelles ralliés, Bigeard décide de former une cellule qui, au fil des jours, deviendra le commando musulman. Les anciens du maquis étant parfaitement au fait des habitudes des rebelles et des problèmes de la population, eux seuls savent comment, par le dialogue ou par la ruse, obtenir de cette dernière le précieux renseignement qui permettra de la libérer de la terreur et de la misère.

« Chasser la misère », telle est la devise du célèbre commando

Bigeard mise beaucoup sur cette initiative, ces hommes étant appelés, à côté de la recherche et de l'exploitation du renseignement, à rendre de précieux services dans le domaine de la



Lieutenant Youssef BEN BRAHIM

fait chevalier de la Légion d'honneur
par le général de GAULLE,
Médaille militaire
Croix de la Valeur militaire
avec huit citations

parrain d'une promotion d'officiers de l'École
d'infanterie de Montpellier en 2010

Rapatrié à la fin de la guerre d'Algérie, il s'installe en Dordogne grâce à l'aide d'anciens officiers du Commando (dont le S/Lt WORMSER).
Il meurt assassiné par un de ses compagnons d'armes.

promotion sociale. Les six premiers hommes sont engagés à la suite d'une tournée : il s'agit de Youssef, auquel se joignent deux prisonniers et trois de ses amis civils. « Chasser la misère », telle sera la devise de ce commando formé de rebelles ralliés et de volontaires en rupture de ban avec le FLN, tous décidés à instaurer une Algérie nouvelle amie de la France.



La notoriété de Bigeard est telle, la foi des populations en sa capacité de ramener la paix est si forte que, dès son arrivée à la tête du secteur de Saïda, ces quelques ralliés, qui vont devenir d'emblée une précieuse équipe de renseignements, sont rejoints par d'autres : en huit jours, ils sont soixante-quinze et, sur la base de trois sections de combat à vingt-cinq hommes chacune, un premier commando est mis sur pied en quinze jours. Après deux mois, ils sont deux cent cinquante, entre seize et cinquante ans et plus : des ralliés, des volontaires, des anciens militaires dont certains sont des vétérans des campagnes de la Seconde Guerre mondiale et d'Indochine. Tous sont, sinon des sympathisants, des familiers du FLN. Encadrés par Georges Grillot et moi-même, qui devenons pour tous, les lieutenants « Georges » et « Armand », de nos indicatif radio et nom de guerre, ces hommes sont entraînés par moi-même qui leur fait pratiquer le sport et leur apprend à chanter, à défiler, à lire la carte, à tirer de jour, de nuit, à se servir de la radio, à parler et à écrire le français.

Privilegié par rapport à la majorité des autres unités, le commando est doté de postes radio de dernière génération et d'un armement français. Il sera organisé sur le type des katibas de l'ALN : une compagnie de base et trois de combat légères de soixante-six hommes chacune ; chaque compagnie comporte trois sections de combat de vingt-deux hommes. Ces équipes de combat sont dotées d'armes de même type permettant une concentration des feux en un instant et en un point donnés qui se révélera un outil d'une efficacité redoutable. Remportant succès après succès, ce commando est promu unité de réserve générale. Réalisant aussi des missions spéciales en zones rebelles, il va pacifier des secteurs jusque dans l'Algérois ; son bilan définitif sera de plus de mille rebelles tués ou faits prisonniers. Alliant le renseignement, la ruse et le combat de choc, ces hommes mettent en place une tactique adaptée à la stratégie des rebelles auxquels ils disputeront l'initiative propre aux guérilleros. Preuve en est, le 9 août 1959, à 6 heures 30, la compagnie de Bendida, sur la route de Mascara, effectue un mouvement de bouclage. À huit cents mètres, cinq fellaghas s'enfuient en direction d'un douar. Bendida se précipite sur son camion et, tout en jouant de ses armes, entame une course-poursuite et finit par capturer deux fellaghas.

Tous « les Georges » figurent sur la liste FLN des traîtres à abattre

Tandis que Bendida s'occupe ostensiblement des prisonniers, trois hommes revêtent une djellaba et filent vers le douar dont ils interpellent les habitants : « Les Français arrivent. Cachez-nous ». Il leur est indiqué une cache où se terrent deux grands chefs. Une rafale retentit et, ironie du sort, le « lieutenant » (ALN) Bouchiri est capturé par son ancien garde du corps alors qu'il passait les consignes à son successeur. Bendida met la main sur tout le PC d'une zone rebelle, sur du matériel radio et des documents.

En 1962, pris dans l'inexorable et terrible engrenage du cessez-le-feu, abandonné par la France, le commando « Georges » sombre dans le chaos qui accompagne l'agonie de l'Algérie française, la plupart de ses membres et de leurs familles vont subir des sévices, la torture et la mort. Entre enlèvements, disparitions, assassinats, massacres, le désordre sera tel, qu'il est encore, à l'heure actuelle, impossible d'établir un bilan des victimes et des rescapés.

Voici la description que fait le colonel Maire, dernier commandant du secteur opérationnel de Saïda : « Le doute plane sur le sort du plus grand nombre des harkis du commando rentrés dans leurs foyers et ce pour plusieurs raisons : le contrôle des quartiers musulmans structurés par le FLN échappe à l'armée qui ne dispose plus des moyens et des pouvoirs nécessaires à leur contrôle ; les hommes du commando évitent les contacts avec les militaires, sauf lorsqu'ils sont

envoyés par le FLN en mission de renseignement ; la plupart d'entre eux ont perdu confiance en nous ; enfin, certains ne répondront plus jamais à l'appel de leur nom. Seuls sont recensés ceux qui viennent demander secours et assistance ou sont rencontrés par hasard à l'occasion d'une patrouille. Certains harkis ayant demandé leur licenciement sont susceptibles de réapparaître au cours des semaines qui viennent, au fur et à mesure qu'ils sortiront de la phase de dépression où ils ont été plongés, et se rendront mieux compte du sort qui leur est réservé dans le nouvel État algérien. Des listes de traîtres sont tombées entre les mains des unités françaises ; les hommes du commando y figurent en totalité. Dès lors, il n'existe plus qu'une seule alternative : donner des gages ou disparaître. »

LIEUTENANT-COLONEL BÉNÉSIS DE ROTROU
(1932—2012)
www.historia.fr (2010)



Le sous-lieutenant Mohamed SAHALI est né en 1919 à Aïn Maana (Saïda).

Engagé en 1939 au 2^{ème} Régiment de Spahis, il est fait prisonnier en juin 1940 et démobilisé en 1945. Servant comme supplétif de fin 1961 à février 1962 au sein du Commando Georges, il est porté disparu à compter du 23 avril 1962.

Il aurait été enlevé par les forces de l'A.L.N. dans la matinée du 22 avril 1962. En effet, la dernière personne à l'avoir vu est son épouse, qui a déclaré notamment : « Il a quitté notre domicile le 22 avril, vers 10 heures, en direction du Commando. »

Le sous-lieutenant SAHALI était titulaire de la Médaille militaire, de la croix de guerre 1939-45 avec palme et de la croix de la Valeur militaire avec six citations. Il a été déclaré Mort pour la France en 1967.



Le sous-lieutenant Tayeb RIGUET est né en 1932 à Sitten (Oran).

Engagé en 1954 au 2^o Régiment de Chasseurs d'Afrique, il quitte l'armée fin 1958.

Trois mois plus tard, en février 1959, il rejoint la Harka 135 (Commando Georges), où il est promu au grade de sous-lieutenant et affecté, à compter du 1^{er} mars 1962, au 8^{ème} régiment d'infanterie, corps support du commando. Il a été porté disparu à compter du 24 avril 1962.

Titulaire de la croix de la Valeur militaire avec huit citations, il a été déclaré Mort pour la France en 1966.

Le sous-lieutenant Bendida BENDIDA est né en 1927 à Palikao (Oran).

Engagé en 1945 au 8^o Régiment de Spahis, il participe à la campagne d'Indochine puis retourne à la vie civile en Algérie. Recruté par le Commando Georges, il est promu au grade de sous-lieutenant et affecté, à compter du 1^{er} mars 1962, au 8^{ème} régiment d'infanterie, corps support du commando.

Il était titulaire de la Médaille militaire, de la croix de guerre des TOE et de la croix de la Valeur militaire avec trois citations dont une palme). Il a été porté disparu à compter du 24 avril 1962.

Fortement touché par l'enlèvement de son camarade SAHALI et révolté par l'impossibilité de tenter immédiatement quelque chose en sa faveur, il pose, avec son camarade RIGUET, une permission de l'après-midi, pour partir en quête de renseignements;

Ils ont été vus quittant Saïda en voiture, vers 17 h, sans doute pour essayer de prendre contact avec le responsable FLN du secteur.

Tous deux n'ont pas reparu au cantonnement du Commando et les recherches pour les retrouver sont demeurées vaines.

RAPPEL

Le cas de ces trois disparus est l'occasion d'évoquer également le sort de tous ceux que l'on nomme aujourd'hui les « harkis » et qui, comme eux, ont cru en la France en luttant à ses côtés à la suite d'un choix délibéré auquel ils sont restés fidèles jusqu'au bout.

Abandonnés à leur sort et laissés sans protection face au vainqueur, ils sont ainsi des milliers à avoir disparu, comme ceux du Commando Georges. Leur nombre et leur situation administrative précaire n'ont pas permis à SOLDIS d'étudier leur cas.

Seuls ceux ayant contracté un engagement réglementaire dans l'armée au moment des Accords d'Evian, ont pu être pris en compte, en qualité de militaires de l'armée régulière.

HOMMAGES AUX DISPARUS

A CAEN, le 12 mai 2024

Le dimanche 12 mai 2024, la ville de Caen a inauguré une plaque commémorant les tragiques événements de la fusillade de la rue d'Isly, à Alger, le 26 mars 1962 et du massacre de nombreux français de souche européenne, à Oran, le 5 juillet 1962.

Invitée par M. Yves Sainsot, président de l'ANFANOMA, l'association SOLDIS a été représentée à cette manifestation par M. Hippolyte VAUCLAIR, un des tout premiers membres de SOLDIS et ami de la famille du sergent de l'armée de l'air Jean-Claude GARDIN, porté disparu le 5 juillet.



M. VAUCLAIR a déposé une gerbe au nom de SOLDIS, en présence des nombreuses personnalités qui ont participé à cette cérémonie, organisée au pied d'une statue de Jeanne d'Arc rapportée d'Oran après l'indépendance et sur laquelle a été apposée une plaque commémorative.



Les sergents Jean-Claude GARDIN et Henri CORBIER, chargés des approvisionnements de la Base Aérienne de LA SENIA, avaient reçu l'ordre de se rendre le 5 juillet à Oran pour y effectuer des achats. Ils ont disparu dans des conditions inconnues et les recherches entreprises dès le lendemain par les services de sécurité de la base n'ont pas abouti.



Blason de la ville d'Oran

LES MILITAIRES PORTES DISPARUS

à ORAN le 5 juillet 1962

- BRILLOUET Jean-Pierre, sergent (22° RIMa)
- CASSIS Maurice, soldat de 2° classe (Ecole militaire de Koléa)
- CHOMBEAU Michel, soldat de 2° classe (22° RIMa)
- DELABRIERE Jack, soldat de 1° classe (666° Cie de gestion de parc)
- DESCHLER Henri, soldat de 1° classe (28° Escadron du Train)
- DESSOLA Jean-Pierre, soldat de 2° classe (1° R.C.P.)
- GOUIN Pierre, caporal (Base Aérienne 210)
- GUILLEM Alfred, adjudant-chef (Service de la Préparation militaire)
- GUILLEMAUT Henri, caporal (28° Escadron du Train)
- JACQUET Michel, soldat de 2° classe (22° RIMa)
- LETIENT Rudolf, soldat de 2° classe (22° RIMa)
- NERY Claude, caporal (Base Aérienne 210)
- NOUGE Jacques, Maréchal-des-logis-major (128° Cie muletère)

**Souvenons-nous !
n'oublions pas !**

HOMMAGES AUX DISPARUS

A DIGNE-LES-BAINS, le 31 mai 2024

Répondant à l'invitation de M. Gérard CARRERAS, délégué départemental du SOUVENIR FRANCAIS pour les Alpes de Haute Provence (04) le général HJ. FOURNIER, président de SOLDIS, s'est rendu à DIGNE-LES-BAINS le 31 mai 2024 pour participer à une manifestation organisée en hommage au Capitaine Raymond BOUCHEMAL, né à Digne.

A cette occasion, une plaque a été apposée, au sein des locaux de la Délégation Militaire Départementale, où une salle porte désormais le nom du capitaine BOUCHEMAL.

A l'issue de cette courte cérémonie, qui s'est déroulée en présence de membres de la famille du capitaine et des représentants d'associations patriotiques locales, le général HJ. FOURNIER a prononcé une conférence dans la très belle salle mise à la disposition par la commune.

Au cours de sa conférence, le président de SOLDIS a notamment rappelé la carrière exemplaire de cet officier, fils d'un ancien combattant d'origine algérienne installé à Digne à la fin de la première Guerre mondiale. Il s'était porté volontaire pour servir en Algérie, au sein des Sections Administratives Spécialisées (S.A.S.) dont le général a rappelé l'action civilo-militaire menée au profit de la population rurale algérienne.

Capturé au cours d'un combat contre une bande rebelle, le capitaine BOUCHEMAL a été porté disparu le 5 juin 1958 à Tessala (Constantine), en compagnie du gendarme Gérard GIRAULT, qui était son adjoint et dont le corps n'a jamais été retrouvé non plus.

Nul ne sait ce qu'est devenu le capitaine BOUCHEMAL, malgré les nombreuses démarches accomplies par sa veuve, Mme Odette BOUCHEMAL, notamment en Algérie-même, où elle a vainement tenté de retrouver son corps.



Le général HJ. FOURNIER, M. Gérard CARRERAS, M. Jean GERMAIN, petit cousin de Raymond BOUCHEMAL, Mme Antoinette KELLER, nièce de Mme BOUCHEMAL, le Lt-colonel BIASOTTO, DMD 04.

Le Capitaine Raymond BOUCHEMAL est né le 4 mars 1922 à DIGNE-les-BAINS.

Engagé volontaire dès 1941, il rejoint la Résistance en 1944, où il obtient une citation.

Après la guerre, il suit les cours de l'Ecole Militaire Interarmes dans la spécialité Transmissions. Nommé aspirant, il part en 1948 en Indochine dont il revient en 1951 avec le grade de lieutenant.

Nommé à Epinal, il se porte volontaire pour l'Algérie dès le début de la guerre et reçoit la responsabilité d'une S.A.S.; où il s'illustre par la qualité de son comportement avec la population locale.

Le 5 juin 1958, alors qu'il participe à la sécurisation de son secteur à la tête d'un Maghzen à cheval, il est capturé par les rebelles.

Selon les renseignements obtenus, il semble qu'il ait été ensuite conduit de village en village et soumis à des traitements qui ont entraîné sa mort. Mais son corps n'a jamais pu être retrouvé.





HOMMAGES AUX DISPARUS

A PIERREPONT, le 25 juin 2024



Un hommage solennel a été rendu à **Pierre GERARD**, soldat porté disparu le 20 juin 1956 à Slissen, en Algérie, à l'âge de 22 ans. Sa mémoire a été honorée par la municipalité de son village, **PIERREPONT-sur-L'ARENTELE**, en présence de nombreuses personnalités, des habitants et des membres de sa famille.

Le maire, Claude Husson, a accueilli la famille, les autorités, de nombreux élus, les associations patriotiques avec leurs portedrapeaux et leurs membres, les autorités locales, 40 enfants des écoles de Destord et Pierrepont-sur-l'Arentèle et leurs enseignantes, ainsi que le public.

Un piquet d'honneur, un clairon et un tambour du 1er Régiment de Tirailleurs d'Epinal, ont rendu les honneurs.

A cette occasion, la place du village a été baptisée du nom de cet enfant du pays et une plaque a été apposée en son honneur.

SOLDIS rappelle qu'elle peut apporter son concours à toute initiative visant à honorer la mémoire d'un militaire porté disparu en Algérie



La disparition de Pierre GERARD

Le 20 juin 1956, sur la piste allant de SLISSEN au Douar Tad-jemout, la 1^{ère} compagnie du 14^e Bataillon de Tirailleurs Algériens fut attaquée par des rebelles. A l'arrivée des renforts, trois véhicules et plusieurs cadavres arrosés d'essence brûlaient, d'autres cadavres et un blessé étaient étendus sur la route et dans les champs environnants.

Lorsque l'appel de la 1^{ère} compagnie et des éléments de la C.C.A.S. qui l'accompagnaient pu être fait, les cadavres identifiés, il apparut qu'il manquait plusieurs militaires dont le soldat GERARD Pierre, chauffeur d'un camion Dodge de cette compagnie.

Les patrouilles faites autour du lieu de l'embuscade le 20 juin soir, les recherches entreprises le lendemain avec l'aide des chiens du régiment, l'interrogatoire des tirailleurs, témoins de l'embuscade, n'ont donné aucun indice.

NOTEZ BIEN - SOLDIS rappelle qu'il est important de faire inscrire la mention « PORTE DISPARU » en même temps que la mention « MORT POUR LA FRANCE », car il convient de signaler ainsi que le corps n'a pas été retrouvé.

HOMMAGES AUX DISPARUS

A PARIS, le 5 juillet 2024



Comme chaque année, SOLDIS a répondu à l'invitation du groupe de Recherche des Français Disparus en Algérie (GRFDA) et de la Maison des Agriculteurs Français d'Algérie (MAFA) qui organisaient, en compagnie de plusieurs associations (ANFANOMA, Fusillade de la Rue d'Isly) une journée du souvenir commémorant le massacre du 5 juillet 1962 à ORAN, qui a entraîné la disparition de plusieurs centaines de personnes parmi la population civile de souche européenne.

Quinze militaires français de souche européenne ont également été enlevés à cette occasion à Oran et dans les environs alors qu'ils se trouvaient en service ou en permission. (voir liste page précédente)



Le général de corps aérien (2S) Pascal VINCHON a représenté SOLDIS à la cérémonie qui était présidée par le directeur de cabinet de Mme la Secrétaire d'Etat chargée des Anciens Combattants, au Mémorial du Quai Branly, où il a déposé une gerbe.

LE 5 JUILLET à ORAN

Les événements du 5 juillet à Oran s'inscrivent dans la continuité de l'action terroriste du FLN qui, à partir du mois d'avril 1962, a eu pour but de créer un climat de terreur afin de pousser les Européens à l'exil. Le point culminant de cette action fut atteint le 5 juillet 1962, à Oran, le jour-même où l'Algérie accédait à l'indépendance.

Les premiers rapt sont signalés vers 12 h 10 ; une centaine d'Européens sont dirigés vers Ville-Nouvelle, le quartier musulman du centre. D'autres rapt ont lieu avenue de Sidi-Chami. Entre 12 h et 12 h 30, la Poste principale est envahie, les fonctionnaires présents sont égorgés (une trentaine de personnes), hommes et femmes sont enlevés, contraints de se déplacer à genoux.

A 13 h 15, des Zouaves signalent de nombreux enlèvements d'Européens, rue du Lieutenant Dahan et dans le secteur du Cinéma Rex (rue de Tlemcen). D'autres sont signalés un peu partout. Les hommes de l'A.L.N. quadrillent la ville. Ils enlèvent des personnes et les regroupent. C'est ainsi qu'ils conduisent des Européens en cortège au commissariat central ou vers le Petit-Lac (quartier musulman). Certains de ces prisonniers sont tués en chemin. D'autres sont sauvés par des musulmans. ...

Si tous les témoignages confirment les insoutenables scènes de massacre, l'ampleur de celui-ci est très difficile à estimer.

Les études les plus récentes évaluent ces disparitions à plusieurs centaines de personnes. Parmi celles-ci, se trouvaient plusieurs militaires français, car l'Algérie était malheureusement rentrée, depuis que l'armée française avait baissé les armes, le 19 mars 1962, dans un cycle où même l'uniforme français, qui avait rarement suscité des attentats individuels pendant la guerre, ne protégeait plus ceux qui le portaient.





HOMMAGES AUX DISPARUS

60 ans après la mort d'un soldat en Algérie, sa sœur cherche toujours des réponses

Le caporal Jean VIGNON, originaire de Saint-Jean-la-Bussière, fait partie des 20 soldats français des « Abdellys », disparus pendant la guerre d'Algérie. Soixante ans après, sa sœur, Simone RECORBET est encore à la recherche de réponses, alors que la dépouille du soldat n'a jamais été retrouvée.

Certains souvenirs sont frais. D'autres s'effacent. Simone, 79 ans, offre un récit décousu, marque du temps qui passe. « A mon âge, ma mémoire n'est plus ce qu'elle était », s'excuse-t-elle. Attablée au domicile familial à Amplepuis, elle est entourée des papiers et coupures de journaux collectés tout au long de sa vie, pour faire la lumière sur ce qui est arrivé à son frère, Jean VIGNON, soldat français, disparu en 1956.

« J'avais 8 ans et demi quand Jeannot est parti. Il a fait ses classes à Courbevoie à 20 ans, puis il a été envoyé en Algérie. Je ne l'ai jamais revu ». Simone RECORBET, née Vignon, n'était qu'une enfant, mais se souvient de ce grand frère, un « hypersensible », comme elle.
« Mon fils lui ressemble comme deux gouttes d'eau » apprécie-t-elle.

44 soldats capturés

Le caporal Jean VIGNON, issu du contingent, était en poste aux Abdellys, dans la région de Tlemcen. « Il nous écrivait et je me souviens avoir pensé qu'il semblait malheureux » se remémore la septuagénaire. Pendant la guerre, son père achète une radio T.S.F., pour avoir les informations. « Il écoutait tout le temps, ça le tracassait. Un soir, il entend qu'un régiment avait disparu aux Abdellys. Tout de suite, il a dit : « J'espère que ce n'est pas Jeannot ».

Dans la nuit du 1^{er} novembre 1956, 44 soldats venaient d'être capturés par l'Armée de libération nationale (A.L.N.) algérienne (20 Français et 24 supplétifs algériens).

Le dimanche suivant, alors que la famille Vignon est à la messe, le maire vient chercher le père dans l'église, pour lui annoncer que son fils est porté disparu. Simone se souvient de la tristesse qui régnait à la maison de Saint-Jean-la-Bussière. Chaque soir, la famille prie : « Ça nous aidait, nous laissait un espoir. Mais mon père disait qu'il aurait préféré le savoir mort, puisqu'on aurait su qu'il ne souffrait pas ».

L'attente (la petite) durera quelques semaines. Le 18 décembre, une lettre d'Algérie est reçue au domaine familial : c'est Jean. « Mon frère écrivait qu'il allait bien et qu'il était bien traité par ses ravisseurs ». Mais les mentions de sympathie à la cause du FLN laissent à penser que le texte a été dicté. « Toutes les familles de disparus avaient reçu le même », confirme Simone. C'est la dernière fois qu'elle a des nouvelles de son frère.

Toute une vie à chercher la vérité

Le cessez-le-feu est prononcé le 19 mars 1962. En février 1963, les disparus des Abdellys sont déclarés « morts pour la France ». L'attente, la longue, ne fait que commencer.

A la maison, le sujet devient tabou. Même soixante ans après, avec son mari Bernard, ils ne parlent guère de Jean, ou de la guerre. « Lui était en Algérie, il a vu des choses, mais il voulait tourner la page, ne plus en parler ». Simone ne peut pas faire son deuil sans savoir ce qui est arrivé à son frère. « J'ai passé toute ma vie à chercher la vérité », confie-t-elle. Au gré de ses recherches et ses rencontres avec les autres familles de disparus, elle reconstitue le tableau des derniers jours de son frère. Elle n'est pas la seule : en 2007, un journaliste retrace le voyage des soldats français des Abdellys jusqu'à leur mort. « Ils les ont enlevés alors qu'ils dormaient. C'est Jean qui devait monter la garde ce soir-là », rapporte Simone.

Emmenés sur une centaine de kilomètres vers la frontière marocaine, les 20 soldats sont exécutés par leurs ravisseurs, poursuivis par l'armée française. Les corps sont jetés dans un gouffre. Il y a quelques années, à Bordeaux, Simone a rencontré l'un des Algériens capturés avec son frère, qui a été épargné. Ce jour-là, il

était présent. « Il m'a raconté comment Jean est mort, quels ont été ses derniers mots ».. Ceux-là, elle les garde pour elle.

Rien n'est revenu de lui

L'Amplepuisienne ne ressent pas de haine. Tous « ont payé les pots cassés » de cette guerre qu'elle ne peut cautionner : « Quand j'entends « mort pour la France », ça me fait toujours bizarre, parce que c'est la France qui a envoyé mon frère là-bas ».

En 2015, une stèle en mémoire des disparus des Abdelys est inaugurée au cimetière du Père Lachaise, à Paris. Simone s'y est rendue, mais demande encore : « Pourquoi ce silence ? Pourquoi ne pas avoir dit la vérité, si dure soit-elle ? »

De la « grande muette », comme elle appelle l'armée, elle ne recevra que la valise de son frère, « mais il n'y avait rien dedans. Rien n'est revenu de lui ».

Le caporal Jean Vignon gît toujours à Ras El Oued : sa dépouille n'a jamais été retrouvée. Il aurait eu 90 ans, ce 9 novembre.

Victoria HAVARD (Le Progrès du 19 mars 2024)



Stèle inaugurée en 2015 au cimetière du Père Lachaise, à Paris, par le Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants

Jean VIGNON

Est né le 9 novembre 1934 à ST-JEAN LES BUSSIÈRES (69). Appelé au service militaire le 19 octobre 1955, il effectue ses classes au 93ème R.I. (Montluçon), puis est désigné pour l'Algérie où il est affecté au 1er Groupe de Compagnies Nomades d'Algérie le 25 avril 1956, avec le grade de caporal.

Il est considéré comme un jeune gradé courageux et prend part, à la tête de son escouade, à toutes les opérations du GCNA dans la zone frontière algéro-marocaine.

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1956, il est capturé lors de l'attaque de son poste par les rebelles qui l'emmènent en captivité avec 43 autres militaires.

Au cours des semaines qui suivent, le FLN publiera divers communiqués à leur sujet, et fera parvenir aux familles des lettres signées par leur enfants, laissant entendre qu'ils sont toujours en vie, alors qu'ils ont déjà été exécutés.



LE PROBLEME DE L'IDENTIFICATION DES DISPARUS

Que se passe-t-il lorsqu'un champ de bataille ou une zone de conflit est le théâtre de la découverte de dépouilles de combattants n'ayant reçu aucune sépulture officielle et considérés comme portés disparus ?

Bien que rare, le phénomène se produit parfois plusieurs dizaines d'années après la disparition des intéressés. Il s'est récemment produit en Indochine, sur le champ de bataille de DIEN BIEN PHU et les dépouilles de six soldats français viennent d'être rapatriées.

Cet événement a fait l'objet d'un compte rendu dans le n° 1895 de La Voix du Combattant, revue de l'Union Nationale des Combattants, que madame GENDRON, rédactrice en chef et auteur de l'article, a bien voulu nous autoriser à reproduire ci-dessous.

Le champ de bataille rend toujours des morts

Jeudi 11 avril, à l'aube, il bruine sur l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle (95). Le soleil se décide enfin à percer lorsque les hommes du 7^e bataillon de chasseurs alpins déposent deux caisses recouvertes du drapeau tricolore devant le pavillon d'honneur. Les dépouilles de six soldats tués pendant la guerre d'Indochine viennent d'atterrir sur le sol français, en provenance du Vietnam où ils sont morts pour la France il y a 70 ans.



« Ces dépouilles déjà connues étaient conservées en trois lieux différents à Diên Biên Phu. Elles avaient été signalées à l'ambassade de France au Vietnam en 2012, 2021 et 2022. Les démarches en vue d'organiser leur rapatriement étaient en cours depuis lors. Après l'autorisation des autorités vietnamiennes, l'exhumation des dépouilles a eu lieu le mardi 26 mars, en présence de l'ambassadeur de France et des représentants des autorités locales. Des hommages aux morts ont été rendus par les autorités vietnamiennes et françaises sur chacun des sites, car les Vietnamiens ont un réel respect des morts. Plusieurs milliers de corps de soldats du corps expéditionnaire reposent encore en terre vietnamienne », précise le directeur de cabinet de Patricia Miralles, qui a présidé cette cérémonie d'hommage sobre et intime.

À l'arrivée des dépouilles en France, l'Office national des combattants et des victimes de guerre (ONaCVG) sera chargé de conduire des analyses anthropo-archéologiques afin de permettre l'éventuelle identification des dépouilles. En cas d'identification, les familles qui le souhaitent pourront, conformément aux dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, obtenir la restitution des corps, ou opter pour une inhumation dans une nécropole nationale. L'une des dépouilles est accompagnée d'une plaque patronymique ; les analyses devront permettre de confirmer son identité. Les dépouilles qui ne pourront pas être identifiées seront inhumées au sein de la nécropole du Mémorial des guerres en Indochine, à Fréjus. « Le cœur de ma mission, c'est de redonner une sépulture digne à ces soldats, un endroit où les familles peuvent enfin se recueillir, après des années de traumatisme dû à l'absence du corps du défunt. C'est toujours un grand moment d'émotion », souligne Marine Meucci, l'archéologue de l'ONaCVG également présente à Roissy.

Au printemps 2023, le ministère des Armées, en lien avec les autorités vietnamiennes, avait organisé une formation d'archéologie préventive à destination des responsables du chantier d'agrandissement de l'aéroport de Diên Biên Phu, présentant la conduite à tenir en cas de découverte de corps. Depuis lors, les autorités françaises n'ont pas été informées de la découverte de corps de combattants français, précise le ministère dans un communiqué.

Béatrice GENDRON, rédactrice en chef de La Voix du Combattant



UTILISATION DE L'ADN

Ce rapatriement de dépouilles pose le problème de leur identification et l'on imagine sans difficultés les recherches qui vont devoir être conduites pour tenter de trouver qui sont ces hommes.

UN PROBLEME IDENTIQUE

C'est un problème identique qui se posera le jour où l'on retrouvera, en Algérie, des corps susceptibles d'être ceux de militaires français portés disparus.

Mais leur identification devrait pouvoir être plus simple et plus rapide, notamment grâce aux travaux effectués par SOLDIS, puisque la liste nominative des disparus a été établie et délimite donc le champ d'investigation.

Pour quelques-uns d'entre eux, SOLDIS est également en mesure de préciser la zone où ils ont été sans doute inhumés et où des fouilles archéologiques pourraient être conduites.

Enfin, SOLDIS est en relation avec un certain nombre de familles et est en mesure, grâce à leur accord, de constituer une réserve de prélèvements ADN qui pourraient faciliter la tâche d'identification.

Il ne reste plus qu'à lever les contraintes juridiques régissant, en France, l'utilisation de l'ADN, pour réaliser cet outil qui pourrait, lorsque le moment sera venu, permettre l'identification de dépouilles retrouvées.

SOLDIS est à la recherche d'une solution, en regrettant que le temps qui passe nous prive, au fur et à mesure du décès des parents les plus proches des disparus, de sources de données de qualité et parfaitement fiables.

Souhaitons que l'exemple des corps rapatriés d'Indochine incite les responsables à adopter les mesures nécessaires que SOLDIS appelle de ses vœux depuis longtemps. (voir dossier ADN in SOLDIS INFOS n° 16)

VOLONTARIAT

Afin d'entreprendre les démarches nécessaires pour la constitution d'une réserve de prélèvements d'ADN, SOLDIS invite les membres des familles de disparu à manifester leur intérêt pour cette démarche. Un dossier d'information leur sera alors adressé.

CONTACT : soldis.algerie@orange.fr

Hier comme aujourd'hui, sur notre sol ou ailleurs, c'est l'honneur de la France de veiller à toujours assurer une sépulture perpétuelle à celles et ceux qui sont morts pour elle. »

Mme Patricia MIRALLES (2024)

Secrétaire d'Etat chargée des Anciens Combattants

UN DOCUMENTAIRE SUR LES DISPARUS

L'Association SOLDIS a été contactée par Mme Anne POIRET, journaliste, autrice et réalisatrice française de documentaires, lauréate du Prix Albert Londres 2007. Elle envisage de réaliser un documentaire sur les disparus militaires de la guerre d'Algérie.

Elle souhaiterait notamment recueillir le témoignage de familles de disparu, afin de savoir quelles ont été les difficultés rencontrées par les familles après la disparition et quel souvenir il reste aujourd'hui auprès de chacun.

Les personnes intéressées par ce projet sont invitées à se manifester auprès de SOLDIS qui les mettra en relation avec Mme POIRET.

Pour plus d'informations, voir le site

<https://afterwar.info>

DON A SOLDIS

Plusieurs associations d'anciens combattants ou amicales régimentaires nous ont contacté pour nous dire qu'elles envisageaient, à l'occasion de leur dissolution définitive, d'attribuer tout ou partie de leurs fonds à SOLDIS pour l'aider à poursuivre son action et permettre la pérennité de l'hommage rendu aux militaires portés disparus en Algérie.

Nous tenons à les en remercier vivement, en espérant qu'elles donneront suite à cette généreuse intention et que celle-ci servira d'exemple à beaucoup d'autres !

Merci, les Anciens !!!

HOMMAGES AUX DISPARUS

à **PORT-VENDRES, le 30 août**

Pour la troisième année consécutive, la ville de PORT-VENDRES a été le théâtre de l'hommage désormais traditionnel, organisé à la mémoire des militaires français portés disparus en Algérie, au pied du monument érigé par SOLDIS en 2022.

Précisons que la date du 30 août a été volontairement choisie pour cette cérémonie, car c'est la date fixée par l'ONU pour la JOURNÉE MONDIALE DES DISPARUS destinée à revendiquer auprès des gouvernements concernés LE DROIT DE SAVOIR ce que sont devenus les disparus.

En présence des autorités locales, de nombreux porte-drapeaux, des représentants des associations patriotiques et de familles de disparus, la cérémonie s'est déroulée dans un profond recueillement, accentué par le chant « Loin de chez nous, en Afrique », repris par toute l'assemblée, partageant ainsi l'émotion du souvenir.

Après les discours et les dépôts de gerbes, les participants se sont rendus au centre-ville, dans les jardins du Dôme, pour partager le verre de l'amitié, offert par M. Grégory MARTY, maire de Port-Vendres.

Une belle et émouvante journée, remarquablement organisée par la délégation du SOUVENIR FRANÇAIS des Pyrénées Orientales et par la Mairie de Port-Vendres.



LOIN DE CHEZ NOUS

Loin de chez nous, en Afrique,
combattait le bataillon,
Pour refaire, à la Patrie,
sa splendeur, sa gloire et son renom. (bis)

La bataille faisait rage,
lorsque l'un de nous tomba.
Et mon meilleur camarade,
gisait là blessé auprès de moi (bis)

Et ses lèvres murmurèrent,
si tu retournes au pays,
A la maison de ma mère,
parle-lui, dis-lui à mots très doux (bis)

Dis-lui qu'un soir, en Afrique,
je suis parti pour toujours.
Dis-lui qu'elle me pardonne,
car nous nous retrouverons un jour. (bis)



Trois gerbes ont été déposées par SOLDIS:

- à la mémoire de tous les disparus, par le général HJ. FOURNIER, accompagné de M. AUVRAY pour son oncle le soldat Pierre AUVRAY, et de M. Jacques LE MERRE pour son frère le lieutenant François LE MERRE,
- à la demande des familles PEREZ et JABOULAY, en mémoire du Dragon Jean PEREZ, par des Cadets du Souvenir Français et en mémoire du Dragon René JABOULAY, par le Lt-colonel LAGRANGE, représentant l'UNABCC



Merci aux organisateurs de la cérémonie: général GLIN, délégué du Souvenir Français des P.O. et M. NETTI, adjoint au maire de Port-Vendres

Où en est la sculpture ?

La sculpture est actuellement chez le fondeur pour réaliser les multiples opérations techniques que nécessite un tel projet, dont le poids final sera d'environ 1,5 tonne de bronze, qu'il faut couler, litre par litre, après avoir réalisé les moules des dix mains et bras.

L'opération est en bonne voie pour envisager une mise en place au cours de l'année 2025.



ALLOCUTION DU GENERAL HJ. FOURNIER

De tous temps, dans toutes les guerres, il y a eu des combattants portés disparus. Mais de tous temps, à la fin des guerres, chacune des parties en cause s'efforçait, avec plus ou moins de conviction, d'échanger les prisonniers, d'identifier les corps rendus par la terre des combats, de rechercher ceux qui avaient été portés disparus. C'est-à-dire ceux dont le corps n'avait jamais été retrouvé.

Ceux dont on ne savait même pas s'ils étaient morts ou vivants. S'ils étaient vivants, on ne savait pas où ils se trouvaient, ni dans quel état.

S'ils étaient morts, on ignorait comment. On ne savait pas non plus s'ils avaient reçu une sépulture digne.

Dans tous les cas, les familles sont confrontées au vide.

Vide de la présence, puisque les corps ne sont pas là.

Vide de la mémoire, puisque personne ne sait rien d'eux.

Un vide rempli de larmes, de souffrances, de peines indicibles, faites d'attentes et d'espoirs, de questions sans réponse.

Pour la guerre d'Algérie, c'est la situation que nous connaissons, depuis 62 ans.

Jusqu'alors, les familles et les amis des disparus ne connaissaient que ce vide.

Sans même un lieu, dans un cimetière ou ailleurs, pour évoquer et honorer la mémoire de ces fantômes de l'Histoire.

C'est pourquoi l'Association SOLDIS a tenu à ériger ce monument, ici, à Port-Vendres, grâce à l'aide technique du Souvenir Français, au soutien de milliers de donateurs, sensibles à notre action et à l'amicale complicité de la municipalité qui assume avec générosité la conservation et l'entretien du monument. J'en remercie vivement M. le maire de Port-Vendres et toute son équipe municipale.

En élevant ce monument, nous pensons avoir vu juste, car il procure désormais aux familles un lieu de recueillement où elles peuvent venir exprimer leur peine. Nous en voulons pour preuve ces petits bouquets que l'on retrouve parfois au pied d'une stèle : des parents, des amis, sont venus là, dans la discrétion, pour se souvenir.

Il reste maintenant un dernier obstacle à franchir pour que les cœurs meurtris et les corps perdus retrouvent la paix.

Nous avons en effet maintenant le DROIT DE SAVOIR ce qui s'est passé.

Le droit de savoir comment ces soldats ont disparu.

Le droit de savoir comment ils sont morts.

Le droit de savoir où gisent leurs dépouilles.

Nous n'en demandons pas plus : seulement SAVOIR...

C'est pourquoi, en cette **Journée Internationale des personnes disparues**, créée par l'ONU, nous formulons le vœu que les autorités compétentes de notre pays mettent tout en œuvre, en relation avec l'Etat algérien, pour permettre d'apporter une réponse à ces questions qui résonnent si violemment dans les esprits des familles de ces militaires français portés disparus depuis soixante-deux ans que nous sommes venus saluer ici, ce matin, **afin que nul n'oublie.**



Les personnalités pendant la minute de silence

de g. à d.:

M. MARTY, maire de Port-Vendres

Mme MARTINEZ, députée des P.O.

M. SCHOUVER, directeur de l'ONaCVG

Général HJ. FOURNIER

M. GONDAL, pdt Comité d'Entente

Général GLIN, délégué du SF 66



Merci à
Christiane FLEURET
pour les photos

COMMUNIQUE DU GRFDA

Le 5 juillet 2024, le site "Graines de Mémoire", fruit de la collaboration entre le GRFDA (Groupe de Recherche des Français Disparus en Algérie), la MAFA (Maison des Agriculteurs et des Français

d'Afrique du Nord), et l'Association Soldis Algérie, a été ouvert.

Cette initiative a pour vocation de mettre à l'honneur les victimes militaires et civiles françaises d'Algérie durant la guerre d'Algérie, afin que leurs noms ne soient jamais oubliés. Site interactif, comprenant des documents certifiés par des institutions nationales et internationales, il met à disposition une plateforme innovante dédiée aux personnes disparues pour faire connaître leurs souffrances.

MODE D'EMPLOI

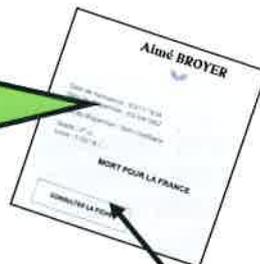
Taper dans la barre de recherches du navigateur de l'ordinateur

www.grainesdememoire.org

Une carte interactive de l'Algérie apparaît, avec des étoiles lumineuses jaunes (disparus civils) ou blanches (militaires). Chaque lumière symbolise un disparu.



Un clic sur une étoile, fait apparaître une fenêtre donnant des informations sur le disparu.



Un clic sur le bouton « consulter la fiche » fait apparaître une fiche complète d'informations, telle qu'elle figure dans le LIVRE D'OR de SOLDIS

On peut aussi faire une recherche par NOM d'individu ou par VILLE (lieu de disparition). (Bandeau en haut à droite)

En cliquant sur la commande MENU (en haut à droite) on accède aux rubriques suivantes:

- ◆ LA CARTE interactive décrite ci-dessus
- ◆ A PROPOS (présentation du dossier)
- ◆ DOCUMENTATION (renseignements divers) et bibliographie)
- ◆ NOUS CONTACTER (lien avec GRFDA)



On peut aussi zoomer sur une étoile: la carte s'agrandit et de nouvelles étoiles apparaissent, en particulier dans le cas de disparition de plusieurs individus le même jour en un même lieu.

Sur la gauche de la carte, deux commutateurs permettent de sélectionner :

- soit uniquement les disparus civils
- soit uniquement les disparus militaires

ATTENTION

Ayant nécessité diverses manipulations pour le rendre compatible avec le site, le fichier des militaires ne sera complété qu'en fin d'année 2024.